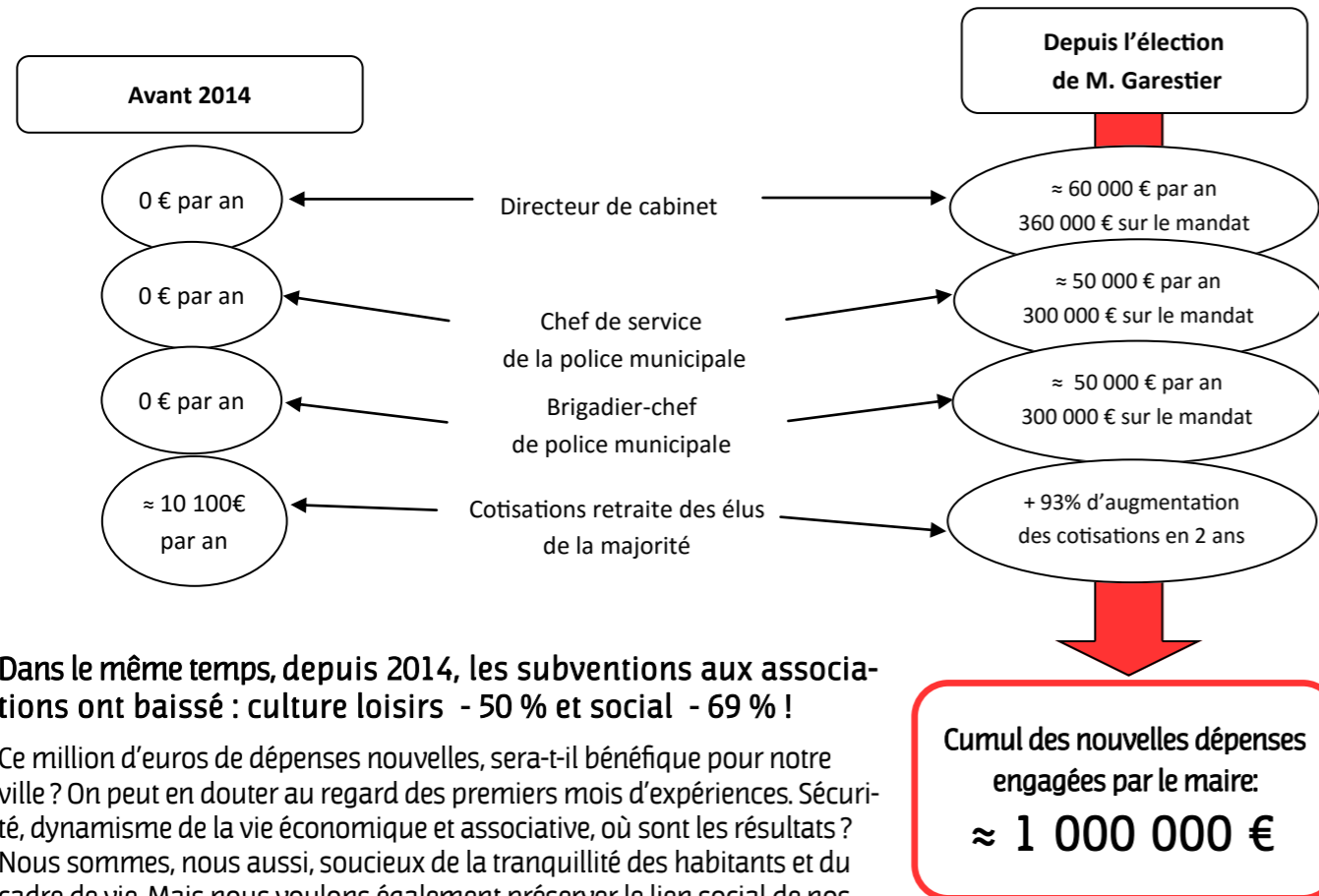


Maurepas

Dynamique & Solidaire
Groupe Citoyens - Divers Gauche - Socialistes

Orientation politique et dépenses de notre ville

Dans un contexte budgétaire difficile, l'effort financier de la mairie doit aller à l'essentiel, à ce qui touche au quotidien des Maurepasiens. Hélas, nous constatons que l'exécutif municipal a fait le choix de privilégier d'autres types de dépenses...



Dans le même temps, depuis 2014, les subventions aux associations ont baissé : culture loisirs - 50 % et social - 69 % !

Ce million d'euros de dépenses nouvelles, sera-t-il bénéfique pour notre ville ? On peut en douter au regard des premiers mois d'expériences. Sécurité, dynamisme de la vie économique et associative, où sont les résultats ? Nous sommes, nous aussi, soucieux de la tranquillité des habitants et du cadre de vie. Mais nous voulons également préserver le lien social de nos associations, et préférons une réhabilitation raisonnable de notre centre nautique, comme l'ont fait d'autres communes dans la même situation.

Les Maurepasiens méritent mieux qu'une politique d'affichage.

Au sein de la municipalité, les deux élu.e.s du groupe Maurepas Dynamique et Solidaire revendiquent d'être **une opposition constructive** sur des sujets très importants concernant la vie de la cité comme la piscine, la culture, la solidarité, les associations: nous sommes très attachés à tout ce qui crée du lien social.

Nous continuerons ensemble pour que Maurepas soit dynamique et solidaire.

Ismaïla Wane et Martine Fayolle,

élu.e.s socialistes de Maurepas Dynamique et Solidaire (MDS)

Contact : maurepas.ds@gmail.com / Facebook : www.facebook.com/maurepasds

Ensemble pour une ville dynamique et solidaire

www.maurepas-dynamique-solidaire.fr

Ismaïla WANE - Martine FAYOLLE

Vos élu-e-s de gauche

Maurepas

Dynamique & Solidaire
Groupe Citoyens - Divers Gauche - Socialistes

Groupe Citoyens – Divers Gauche – Socialistes



La situation dans notre ville nous semble particulièrement préoccupante. Depuis son élection, le maire n'a cessé de clamer le changement. Cependant, derrière le discours et la propagande portée par la communication de la ville, nous devons nous rendre à l'évidence : il y a aujourd'hui de graves dysfonctionnements dans la vie démocratique de notre ville. Les premiers à en subir les effets, ce sont vous : habitantes et habitants de Maurepas, responsables et membres d'associations, de clubs sportifs...

Vos élu-e-s,

Martine Fayolle et Ismaïla Wane

Quand la communication du maire tient lieu de projet de ville

Tel un monarque absolu conforté par sa cour qui l'entoure, il manie, avec infiniment de plaisir, le **déni de démocratie en refusant d'associer les élus d'opposition aux manifestations organisées par la mairie et aux commissions municipales** où les élus de toutes tendances doivent travailler ensemble. Qui plus est, il **s'approprie les actions déjà mises en place par la mandature précédente** :

- internet à très haut débit
- Le virage numérique
- la démocratie locale
- la réhabilitation du quartier des Friches
- le taux d'imposition et les dépenses publiques maîtrisés: (encore faudra-t-il le vérifier avec l'arrivée des nouveaux policiers municipaux)

En revanche, bien peu d'informations sur **les services publics supprimés** :

- la **piscine** et toutes les conséquences de la fermeture : cercle des nageurs, scolaires, suppression d'emplois...
- le **Mulot**, service public s'il en est un, où les Maurepasiens pouvaient, moyennant une participation financière, venir se familiariser avec logiciels et ordinateur. Et pourtant, le virage numérique, dit-il, c'est lui. A ne plus rien comprendre !
- les **colonies de vacances**, les offices municipaux, la **caisse des écoles**, la fête de la ville, le comité des fêtes et, plus récemment, l'**espace emploi**.

Le train de vie de la mairie a été réduit, affirme-t-il, peut-être pour les salariés de la mairie, mais pas pour les élus de la majorité ni pour leur chef.

Mais où va-t-on ?

Vous avez dit information ?

« Démocratie innovante », voilà une bien jolie formule et belle promesse du maire en début de mandat !

Concertation, démocratie participative, ville numérique ... beaucoup de mots retrouvés en permanence dans les écrits et propos de M. Garestier.

En fait, nous aimerions – tout simplement – une bonne information. Il ne faut pas confondre, en effet, information/communication et **propagande**. C'est en réalité ce à quoi nous avons droit à la lecture, par exemple du bulletin municipal, devenu cahier de distribution de bons points et album photo à la gloire du maire.

Dans le même temps, **les anciens combattants (FNACA) se voient refuser un espace pour inviter les Maurepasiens et Maurepasiennes** à la cérémonie de commémora-

tion du 19 mars célébrée depuis quarante-trois ans...

Un chapitre est en revanche toujours fort développé : celui de l'action des policiers municipaux embauchés en nombre par la nouvelle équipe. Insécurité oblige n'est-ce-pas ! Mais les habitants seront sans doute rassurés : **désormais leurs voitures sont bien surveillées et les pare-brise régulièrement décorés...**

Une autre atteinte à l'information, tout aussi grave, est celle concernant les élus qui n'appartiennent pas à la majorité municipale.

Maurepas Dynamique et Solidaire n'a de cesse de le dénoncer au fil des mois : **aucun des documents demandés ne nous est communiqué alors que nous en avons bien**

besoin pour remplir, comme les autres élus, le mandat que les électeurs nous ont confié. Le comble : nous attendons toujours le rapport sur le bassin nautique financé par le budget communal et maintes fois réclamé ; ce dossier va pourtant peser lourd et nous mobiliser tous, habitants et élus, pendant plusieurs années. L'action de l'opposition aura, malgré tout, obligé le maire à s'engager à ce que Maurepas ait un nouvel équipement nautique. Mais à quel coût s'il s'agit d'une démolition puis d'une reconstruction...



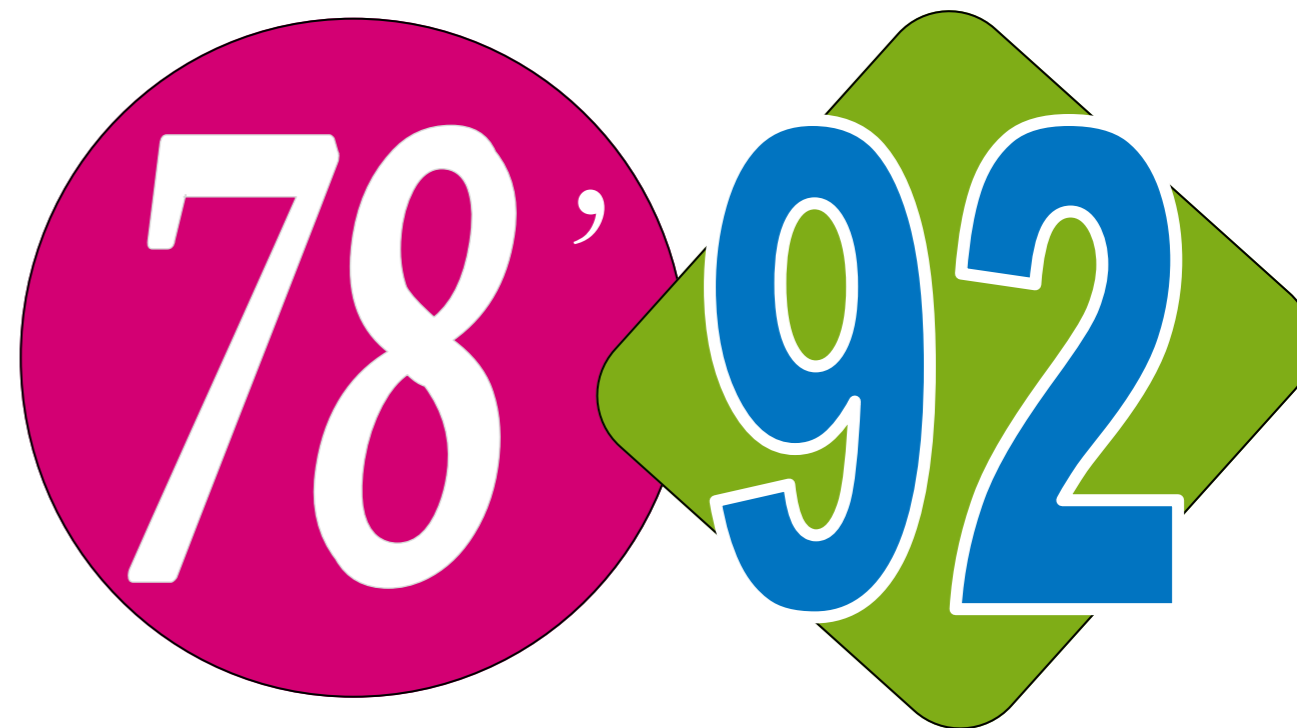
Harcèlement moral à la mairie de Maurepas, ça suffit !

Depuis deux ans, la pression sur certains agents municipaux rend les conditions de travail difficiles et inacceptables. Le harcèlement est un délit désormais condamné par la justice. Il se traduit par une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte aux droits du salarié et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.

Non, tous les coups ne sont pas permis. Nous dénonçons le mépris avec lequel sont traités certains agents.

En mars, un agent attaché territorial, chargé de l'élaboration du plan communal de sauvegarde, a déposé une plainte devant le tribunal administratif dans laquelle il enjoint la commune de Maurepas de cesser les agissements de harcèlement moral et de dégradation professionnelle à son encontre. Cet ancien directeur du centre technique municipal durant vingt-quatre ans a obtenu gain de cause en référé. Cette procédure d'urgence a été invalidée par le Conseil d'État, mais il reste à la justice à trancher «au fond» sur les agissements de harcèlement moral. Il est clair que le climat est tout sauf profitable pour la qualité de travail du service aux habitants.

Fusion des départements 78 et 92, où est le débat public ?



Au lendemain des élections départementales de mars 2015, Pierre Bédier président du conseil départemental des Yvelines, annonçait sa volonté de fusionner les Yvelines et les Hauts-de-Seine. Quelques élus dont Yves Vandewalle, conseiller départemental de Maurepas, s'y sont opposés.

Les choses ont depuis avancé avec la création, en février 2016, d'un établissement public de coopération interdépartemental, première étape vers la fusion.

Il s'agit là d'un sujet très important dont le maire M. Garestier, pourtant suppléant au conseil départemental, ne dit mot, comme pour le projet multiplexe de Maurepas. Peut-être attend-il la fin des débats pour se prononcer sans risque et potentiellement tirer des bénéfices en termes de communication ?

Notre position :

La fusion des deux départements n'a jamais été évoquée ni proposée par la droite, lors des élections départementales. Annoncer un tel projet et le mettre en œuvre sans y associer la population est une tromperie et un déni de démocratie. **Nous demandons un référendum départemental et des débats où les habitants seront informés sur les critères de fusion, le**

projet global, les conséquences ainsi que le calendrier et les prochaines étapes. Comment les communes du Sud Yvelines peuvent-elles se faire entendre ? **Nous dénonçons cette action à marche forcée et rappelons l'attachement à notre département dans un équilibre entre zones rurales et zones urbaines** avec, encore, la possibilité pour chaque canton de défendre et de faire valoir, dans un ensemble à taille humaine, sa spécificité environnementale et sociétale.

Nous devons aller au-delà des motivations exclusivement politiciennes du président du conseil départemental, dont la logique est d'entraver le Grand Paris, pourtant dirigé par sa famille politique.